Burundi : "Pour le régime, les attentats parisiens sont une aubaine"

Jeune Afrique, 09 dÃ©cembre 2015 Le Burundi, victime collatÃ©rale du jihadisme DÃ©but novembre, la communautÃ© internationale n'avait d'yeux que pour lui. Devant la crainte de voir la crise politique qui secoue le Burundi depuis avril dÃ©gÃ©nÃ©rer en massacres Ã grande Ã©chelle, le Conseil de sÃ©curitÃ© s'Ã©tait rÃ©uni, le 9, pour Â« prÃ©venir une cata imminente Â». Le 13, les Burundais dÃ©couvraient le contenu de la rÃ©solution adoptÃ©e la veille au soir Ã New York. Face lâ€™obstruction de la Chine, de la Russie et des pays africains, la perspective de sanctions contre le pays en cas de dÃ©rapage avait finalement Ã©tÃ© Ã©cartÃ©e, mais le texte exhortait Pierre Nkurunziza et ses opposants au dialogue. Au passage, il dÃ©nonÃ§ait sans ambiguÃ¯tÃ© Â« les exÃ©cutions extrajudiciaires, les actes de torture, les arrestations arbitraires, les dÃ©tentions illÃ©gales, les actes de harcÃ¨lement et dâ€™intimidation commis contre des dÃ©fenseurs des droi de lâ€™homme et des journalistes Â». Autrement dit,Â un Ã©tat de terreur largement entretenu par les autoritÃ©s burundaises Le soir du mÃªme 13 novembre,Â des informations alarmantes en provenance de ParisÂ embrasaient les mÃ©dias internationaux et les rÃ©seaux sociaux. Ã€ 21 h 46, le conseiller en communication â€“ et porte-parole officieux â€“ du prÃ©sid Nkurunziza, Willy Nyamitwe, dÃ©gainait (en anglais) un tweet sarcastique : Â« Il faudrait prÃ©senter un projet de rÃ©solution devant le Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ€™ONU Â», assorti des hashtags #Franceunderfire #StopTerrorism #Burundi. Trente minutes plus tard, Nyamitwe prÃ©cisait sa pensÃ©e, en franÃ§ais cette fois : Â« La France et le Burundi sommes [sic] liÃ©s par une chose : des terroristes nous endeuillent. Inacceptable. Â» Jusque tard dans la nuit, le principal porte-voix du rÃ©gime distillera cette rhÃ©torique opportuniste, assimilant les attentats jihadistes commis en France aux actes insurrectionnels (visant essentiellement des policiers, fer de lance de la rÃ©pression) imputables aux Â« insurgÃ©s Â» opposÃ©s auÂ troisiÃ¨me mandatÂ et autres Â« groupes dâ€™auto-dÃ©fense Â» apparus ces derniÃ¨res semaines dans la capitale. DÃ¨s le lendemain, les faucons de Bujumbura sâ€™engouffrent dans la brÃ¨che. Le porte-parole du prÃ©sident, le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale ou le directeur gÃ©nÃ©ral de la Radio-TÃ©lÃ©vision nationale (RT diffusent Ã leur tour, via Twitter, le nouveau mot dâ€™ordre : les Sindumuja (surnom donnÃ© aux opposants) sont comparables aux kamikazes de lâ€™Ã‰tat islamique qui ont endeuillÃ© Paris. Contraindre Pierre Nkurunziza Ã dialoguer ave eux reviendrait Ã imposer Ã FranÃ§ois Hollande de nÃ©gocier avec les Ã©mirs de Daesh. Pour le rÃ©gime, les attentats parisiens sont une aubaine. Dâ€™abord parce que la communautÃ© internationale a dÃ©tournÃ© le regard au moment mÃªme elle semblait dÃ©terminÃ©e Ã imposer aux autoritÃ©s une voie de sortie de crise. Ensuite parce que, dans un contexte oÃ¹ lâ€™Ã©tat dâ€™urgence antiterroriste sâ€™est banalisÃ©, de Paris Ã Tunis, les autoritÃ©s burundaises se sont senties lÃ©g accentuer la rÃ©pression face Ã une sociÃ©tÃ© civile dÃ©sormais assimilÃ©e, sans nuances, Ã une nÃ©buleuse terroriste. ainsi que, le 23 novembre,Â lâ€™activitÃ© des principales ONG burundaises a Ã©tÃ© suspendue. Deux jours plus tÃ´t,Â la M Blanche avait adoptÃ© des sanctions â€“ restriction des dÃ©placements et gel des avoirs â€“ contre quatre hauts responsables burundais. Une mesure en apparence Ã©nergique, qui peine pourtant Ã dissimuler les atermoiements de la communautÃ© internationale face Ã la crise burundaise. En visant le ministre de la SÃ©curitÃ© publique, Alain-Guillaume Bunyoni, considÃ©rÃ© comme le numÃ©ro deux du rÃ©gime, et le directeur gÃ©nÃ©ral adjoint de la police nationale, Godefroid Bizima lâ€™administration Obama ne fait quâ€™accÃ©lÃ©rer la fuite en avant dâ€™un rÃ©gime convaincu de son bon droit, engagÃ© spirale rÃ©pressive contre tout ce qui ressemble Ã un dÃ©tracteur. On peut Ã©galement sâ€™Ã©tonner de lâ€™Ã©quilibrisn diplomatique de ces sanctions, qui visent aussi deux personnalitÃ©s impliquÃ©es dansÂ le putsch avortÃ© du 13 mai, dont le but avouÃ© Ã©tait dâ€™empÃªcher Pierre Nkurunziza de briguer coÃ»te que coÃ»te un troisiÃ¨me mandat, au risque dâ€™em le pays. Lâ€™un,Â le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, principal instigateur du coup dâ€™Ã‰tat, sâ€™est volatilisÃ© depuis nul ne sache oÃ¹ il se trouve ni quel rÃ´le il joue dÃ©sormais. Plus Ã©tonnant, les sanctions visent Ã©galement lâ€™ancien mi de la DÃ©fense Cyrille Ndayirukiye, lui aussi impliquÃ© dans le coup dâ€™Ã‰tat manquÃ©. Or ce dernier est incarcÃ©rÃ© au depuis plus de six mois. Outre quâ€™il nâ€™a pu jouer aucun rÃ´le dans les actes insurrectionnels rÃ©cents, les Burundais sâ€™interrogent sur lâ€™opportunitÃ© de geler les avoirs et de restreindre les dÃ©placements dâ€™un homme emprisonnÃ© octobre, lâ€™Union europÃ©enne avait adoptÃ© des sanctions individuelles du mÃªme type. Mais elle avait visÃ© trois dignita du rÃ©gime et un officier putschiste en exil qui avait revendiquÃ©, depuis Nairobi, des attaques Ã la grenade contre des bureaux de vote. Surtout, lâ€™UE a invoquÃ© concomitamment lâ€™article 96 de lâ€™accord de Cotonou, qui prÃ©voit des consultations en cas de manquements dÃ©mocratiques ou Ã lâ€™Ã‰tat de droit dans un pays signataire. Un moyen de press probablement plus efficace, de la part du principal bailleur du pays, que lâ€™interdiction de se rendre aux Ã‰tats-Unis faite Ã un prisonnier burundais. Une maniÃ¨re, aussi, de rappeler au rÃ©gime Nkurunziza que câ€™est lui quâ€™elle tient pour princi responsable des dÃ©rives nÃ©es de la crise Ã©lectorale, et non les Â« terroristes Â» de la sociÃ©tÃ© civile. parÂ Mehdi Ba